NATURA 2000 Est-Cotentin

•

Publié le jeudi 31 juillet 2014 06:53

Après les propositions inacceptables faites par l'Administration en février dernier, le CPML 50 a vivement réagi : conférence de presse pour dénoncer ces propositions, contact avec les députés Geneviève GOSSELIN-FLEURY (Cherbourg), Philippe GOSSELIN (St-Lô/Carentan) et Stéphane TRAVERT (Coutances/Valognes) qui nous ont tous apporté leur soutien. Demande d'audience (acceptée) auprès du Préfet Maritime et de la Préfète de la Manche. Distribution de 7 000 flyers à St-Vaast et lors du salon nautique de Cherbourg. L'Administration a donc revu ses propositions à la baisse.

La dernière réunion du groupe de travail s'est tenue aux Veys le 27 mai. En voici le compte rendu :

« Les services de l'Etat, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Basse-Normandie et Agence des Aires Marines Protégées (AAMP) ont présenté mardi 27 mai au manoir de Cantepie (Manche) leurs nouvelles propositions revues très nettement à la baisse par rapport à celles du 18 février, mais toujours insuffisantes.

Les associations de pêche de loisir, Comité Départemental Manche de la Pêche Maritime de Loisir (Comité 50), plaisanciers de St-Vaast-la-Hougue, du Cotentin (APPC), de Barfleur et de Gatteville, CD 14, adhérentes à la Fédération Nationale des Pêcheurs Plaisanciers et Sportifs de France (FNPPSF), mais aussi Fédération de Chasse Sous-Marine Passion (FCSMP) et Fédération Nautique de Pêche Sportive en Apnée (FNPSA) qui ont travaillé en parfaite harmonie dans cette affaire, tiennent à souligner qu'elles n'adhèrent pas à la plupart des propositions d'ensemble faites par la DREAL et l'AAMP.

Ces associations ont conscience de la nécessité d'une pêche écoresponsable mais ne peuvent admettre des interdictions arbitraires et sans justification scientifique.

Pour la pointe du Hoc, peu d'observations ont été formulées sur la proposition d'interdire toute pêche sur une longueur d'un kilomètre le long de la pointe et sur une largeur de 200 mètres vers le large.

Pour les îles St-Marcouf, demande a été faite d'opérer un glissement du carré de zone de pêche interdite autour de l'île de Terre vers le sud-ouest de façon à permettre le passage entre les deux îles avec une ligne de traîne. L'île de Terre reste interdite au débarquement.

Pour la baie des Veys, il y a eu de grosses discussions. La zone d'interdiction a été réduite par rapport à l'origine, mais est-il pertinent de mettre en place des interdictions pour des activités (pêche à la ligne du bord et embarquée, pêche sous-marine non pratiquée dans cette zone) qui n'ont aucun impact sur l'environnement ? ***Nous avons d'ailleurs été suivis dans cette logique par la représentante d'Ifremer.***

Pour la zone de St-Vaast, là encore la zone a été considérablement réduite et les mêmes observations que pour la baie des Veys ont été formulées. La zone proposée concerne l'estuaire de la Saire limitée à l'est par une ligne allant de Tatihou à la balise du Vitéquet. Reste le problème de la pêche du bord sur la longue rive et côté sud de la pointe de Saire où il a été demandé un déplacement vers le sud de la limite d'interdiction pour permettre aussi la circulation des bateaux mis à l'eau à la cale de Jonville. Apparemment la demande pour la longue rive a déjà été prise en compte mais se pose le problème des différents niveaux d'eau selon les marées puisque la mer n'atteint pas la digue à toutes les marées.

En conclusion, nous avons noté une avancée par rapport aux propositions d'origine. La DREAL et l'AAMP ont enregistré toutes les doléances sans apporter de réponses fermes. Ces organismes travailleront cet été sur les remarques formulées et produiront de nouveaux documents qui seront examinés en comité de pilotage à l'automne. Nous avons fait part aux représentants de l'Etat de l'extrême tension qui règne sur la côte est.

Ce qui vient de se passer en baie de Seine Occidentale risque de se reproduire ailleurs.

Pour info, tous les services de l'Etat étaient présents ; en plus de la DREAL et de l'AAMP, il y avait la DIRM du Havre, la DML de Cherbourg, la Préfecture Maritime et Ifremer.

Des professionnels de St-Vaast et Grandcamp étaient également présents et ont remis en cause les mesures coquilles St-Jacques.

Des élus, Président de la Communauté de Communes du Val-de-Saire et son premier Vice-Président, Maires-Adjointes de St-Vaast, Barfleur et Fermanville, sont allés dans notre sens ainsi que le Président de l'association de chasse de la baie des Veys.

D'autres associations, environnementales, comme le Groupe Ornithologique Normand (GNOM) et le Comité Régional d'Etude pour la Protection et l'Aménagement de la Nature en Basse-Normandie (CREPAN) ont fait quelques observations par rapport à la nidification des oiseaux, notamment le GONM.

Enfin le représentant de l'association des Amis de l'île du Large de St-Marcouf a exprimé quelques craintes quant à l'avenir du chantier de rénovation de l'ancien fort et des visites touristiques qui pourraient être organisées par la suite.

Les dernières propositions qui datent du 25 juillet reprennent les demandes formulées aux Veys sauf la pêche à la ligne du bord sur le côté sud de la pointe de Saire.